

Questionnaire sur les VSS : le bout de papier qui essaie de cacher l'absence de moyens

Edouard Geffray a annoncé l'instauration d'un questionnaire sur les violences sexistes et sexuelles à destination de tous les élèves, de la grande section à la terminale. Si la CIIVISE reconnaît que c'est un premier pas dans la prise en compte des VSS à l'égard des enfants, ce procédé et sa mise en place ne doivent pas en être moins interrogés. En effet, alors que des révélations sur des VSS dans le périscolaire ont émaillé les derniers mois, alors que le dernier rapport de la CIIVISE préconise comme mesure indispensable un entretien individualisé de chaque élève, tous les ans, au sujet de leur bien-être, alors qu'il y a urgence à protéger plus de 160 000 enfants victimes chaque année, que propose le Ministère de l'Education Nationale ? Un questionnaire, sans aucun accompagnement, sans le moindre signe d'une politique de prévention d'ampleur, sans aucune formation spécifique à destination des personnels amenés à lire les réponses. Peut-on vraiment y voir autre chose qu'un coup de comm' ou qu'une manière de se dédouaner de toute responsabilité ?

Quelques cases cochées ne doivent pas cacher l'absence totale de moyens réels donnés. Les établissements scolaires doivent évidemment être des espaces de prévention, de repérage et de protection des enfants mais cela ne s'improvise pas.

Elodie BEDOUET, Lycée Vallée du Cailly, Déville-lès-Rouen.

2026, Année de bascule... ?

Les records de température, les sécheresses cumulées, les événements météorologiques inédits de cet été hors-norme, grêle, tornade, vont-ils mettre un terme à l'inaction politique ? La période depuis la rentrée est angoissante.

Le gouvernement ne change pas son cap. Il félicite les pompiers, sans leur donner un kopeck, ignore leurs revendications. Après avoir annoncé un plan d'urgence pour "rafraîchir" l'école exsangue de la canicule de juin, il l'ampute en douce des deux tiers quelques semaines plus tard. Il continue d'assécher les services publics pour porter haut ses projets militaires, nucléaires, agroindustriels, au service d'une clique richissime. Il reste sourd à la détresse sociale d'une population étranglée par l'inflation et la flambée du coût des énergies. S'il choisit d'adopter un discours de résilience, c'est pour mieux fuir ses responsabilités. Il laisse les milliardaires s'approprier les médias, devenus terreau fertile du RN. Le monde capitaliste avance sans masque et il n'a jamais semblé aussi près de nous pousser dans le gouffre. Dans ce tableau sinistre, les appels à la résistance s'entremêlent cependant, et les perspectives de jonction des revendications forment un espoir tangible.

La marche pour le climat, le vivant, la paix et la justice sociale, le 26 septembre, a une portée particulière à Rouen où elle relance les coordinations citoyennes locales avec des mots d'ordre fédérateurs. Elle s'articule avec la commémoration des sept ans de Lubrizol, et fait écho avec la journée internationale pour la paix le 21.

C'est cette même exigence d'équité et ce même souci du bien commun qui servent de socle à la mobilisation du 29 septembre : nous porterons nos revendications salariales et défendrons les services publics, c'est-à-dire "la richesse de ceux qui n'en n'ont pas".

Aurélien MOUCHET, Collège Eugène Noël, Montville.



POUR NOUS
CONTACTER

LE HAVRE

veronique.ponvert@orange.fr
stephanie_moi1980@yahoo.fr

ROUEN

pierre.berche@univ-rouen.fr

PONT-AUDEMER

p.adams@orange.fr

LOUVIERS

alexis-rousselin@orange.fr

CAEN

magali.gouju@wanadoo.fr

Université de Rouen : mobilisation le 15 septembre

Le 15 septembre, l'intersyndicale nationale personnels et étudiant·es de l'enseignement supérieur et de la recherche appelait à la mobilisation dans les universités, à la fois pour des raisons budgétaires et contre l'austérité imposée, mais aussi pour dénoncer le décret paru en mai dernier imposant des « droits d'inscription différenciés » pour les étudiant·es extra-communautaires (multipliés par seize !). Il s'agit clairement d'une mesure de « préférence communautaire », sous forme de clin d'œil appuyé à l'extrême-droite, qui ouvre la voie à une augmentation généralisée des droits d'inscription dans un second temps.

À Rouen, une heure d'information syndicale a permis de réunir une cinquantaine de collègues avant un rassemblement de 130 collègues et étudiant·es sur le campus. Mobilisation modeste mais réelle qui devrait permettre de faire connaître au président de l'université et à la rectrice – qui a annulé sa venue sur le campus ce même jour – la colère de la communauté universitaire face aux mesures d'austérité imposées : gel « triennal » de près de 200 postes vacants de titulaires, fin de contrat et licenciement de dizaines de CDD, suppressions de formations (master éducation musicale), diminution du nombre d'heures d'enseignement, diminution du nombre de financements de bourses de thèse... Plutôt que de prendre la tête d'une contestation de ces mesures imposées, la présidence de l'université négocie discrètement avec le rectorat et accepte sans sourciller ses diktats afin de préserver « l'autonomie » de l'université. À ce niveau-là, ce sont surtout les dizaines de milliers d'€ de primes du président et de toute son équipe qu'il s'agit de sauvegarder, sur le dos des collègues les plus précaires et des étudiant·es. L'intersyndicale appelle évidemment à participer à la journée de grève du 29 septembre avec toute la fonction publique et à se rassembler devant le CA vendredi 25 septembre.

Pierre-Emmanuel BERCHE, Université de Rouen.

Une date à retenir :

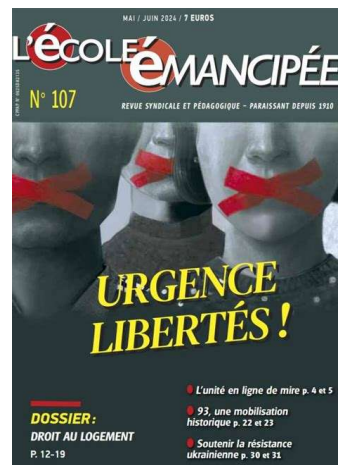
Stage organisé par
l'Ecole émancipée Normandie
vendredi 22 janvier 2027 à Rouen

(détails dans le prochain bulletin)

11 novembre : le catéchisme militaro-patriotique n'a pas sa place à l'école

Par un décret publié début juillet au BO, Edouard Geffray a décidé d'imposer des cérémonies commémoratives et hommages "aux morts pour la France" à des millions d'élèves et d'enseignant·es la semaine du 11 novembre. Le BO et le guide du ministère annoncent recueillement, levée du drapeau, appel aux morts, minute de silence, chants patriotiques et invitent à utiliser pédagogiquement des documents... de la Révolution française ou de la seconde guerre mondiale ! L'amalgame et l'anachronisme importent peu ici, seule compte l'opération de "bourrage de crâne", pour promouvoir une militarisation accrue de la jeunesse. Par petites touches, le pouvoir macroniste dessine un projet cohérent : le SNU, la multiplication des classes défense et autres partenariats divers avec l'armée, la création récente du service militaire volontaire participent d'une offensive idéologique pour préparer les esprits à la guerre et la jeunesse au sacrifice. Le chef d'état-major des armées françaises, le général Fabien Mandon, déclarait en novembre 2025 que la France devait « accepter de perdre ses enfants »... Grâce au gouvernement, elle s'y prépare apparemment puisque les services publics, dont l'éducation voient leurs budgets amputés tandis que les dépenses militaires s'envolent et devraient atteindre 120 milliards en 2030, pour les plus grands profits du complexe militaro-industriel. La maxime d'Anatole France, au lendemain de la guerre de 1914-18, « on croit mourir pour la patrie, on meurt pour les industriels » garde toute sa pertinence. L'école doit rester un lieu d'émancipation et non d'endoctrinement. Collectivement, construisons le boycott de cette journée et refusons de céder aux sirènes guerrières et nationalistes agitées par le pouvoir, dans un clin d'œil appuyé aux forces politiques les plus réactionnaires.

Antoine VIGOT, Lycée Val de Seine, Le Grand Quevilly.



Désarmons l'industrie agrochimique : toutes contre Syngenta le 3 octobre !

Après les lois Duplomb l'urgence de la mobilisation face à l'industrie chimique se fait de plus en plus forte, il est temps d'unir toutes les forces disponibles face aux ravages sanitaires et sociaux imposés par les géants des pesticides.

Une urgence sanitaire et sociale face à une industrie meurtrière

L'industrie des pesticides empoisonne les sols, détruit la biodiversité et tue à petit feu les agriculteur·ices et les consommateur·ices. Une véritable épidémie de cancers et de maladies professionnelles frappe celles et ceux qui sont en première ligne, tandis que les multinationales de l'agrochimie (BASF, Bayer-Monsanto, Syngenta et Corteva par exemple) continuent d'engranger des milliards de bénéfices.

Malgré les conséquences sanitaires documentées scientifiquement et les alertes constantes, notamment du collectif Cancer Colère dont la porte-parole, Fleur Breteau, a écrit un livre éponyme, les pouvoirs publics et les instances européennes maintiennent sous perfusion un modèle agricole toxique.

Pourquoi cibler l'usine Syngenta de Saint-Pierre-la-Garenne ?

Le 3 octobre 2026, une mobilisation internationale ciblera le site de Syngenta situé à Saint-Pierre-la-Garenne, dans l'Eure. Cette usine est le symbole parfait d'un système mortifère : responsable de graves pollutions locales : Les sites de Syngenta sont régulièrement dénoncés dans la presse pour la pollution des nappes phréatiques environnantes. Elle défraie la chronique aussi pour son mépris des droits des salarié·es : l'entreprise est réputée pour renâcler aux augmentations salariales nécessaires dans une période d'inflation constante. Et pour couronner le tout, elle a été pointée du doigt pour son colonialisme chimique en étant citée pour avoir exporté vers les pays du Sud des poisons dont l'usage est pourtant interdit en Europe.

Une mobilisation pour l'environnement mais aussi pour l'emploi

Face à l'abandon des pesticides, les industriels brandissent systématiquement la menace des pertes d'emplois liés à leur production. C'est oublier bien vite que l'agriculture paysanne et l'agroécologie sont infiniment plus pourvoyeuses d'emploi. Nous ne voulons plus de ces productions toxiques, ni ici, ni ailleurs.

Cela nécessite la reconnaissance élargie des maladies professionnelles pour la protection des salarié·es de l'agrochimie, avec de véritables mesures d'accompagnement à la reconversion mais aussi l'accompagnement des fermes vers la transition agroécologique et la garantie de prix couvrant les coûts de production et la rémunération du travail.

Rejoignez la mobilisation !

L'omerta et l'impunité doivent cesser. À l'appel de la Confédération paysanne, des Soulèvements de la terre, de Cancer Colère et du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest (CSVPO) mais aussi de la FSU, nous appelons à agir collectivement.

Samedi 3 octobre 2026, dès 12h00 à Saint-Pierre-la-Garenne (Eure).

Au programme :

Grande manifestation revendicative, suivie d'une fête paysanne le soir.

Logistique : Des zones de campement seront accessibles la veille et le soir de la mobilisation pour accueillir l'ensemble des participant·es.

Organisons-nous sur nos lieux de travail, mobilisons nos collègues : nos vies et notre santé valent plus que leurs profits !

Clément LEFEVRE, Collège Fernand Léger, Le Petit-Quevilly.



New management dans le primaire : l'armée mexicaine bat la campagne

Adoptée en décembre 2021 malgré un front syndical incomplet mais majoritaire, la loi dite Rilhac réussissait le tour de force d'imposer 47 000 chefs en plus dans l'enseignement primaire par la délégation de l'autorité fonctionnelle aux directeurs et directrices... Sans toutefois en définir le contenu. D'un chef - l'IEN - pour 300 enseignant·es, le ratio est donc passé à 1 pour 7.

Cinq ans plus tard, à la veille d'élections présidentielles à haut risque, le nouveau « référentiel direction » constitue la première étape de la mise en œuvre concrète de la délégation d'autorité. Malgré un front syndical allant de Sud au Snalc, il se met pour l'instant en œuvre sans résistance. Disposant notamment la responsabilité du « pilotage pédagogique » aux directions, il se heurte fort heureusement encore au code de l'éducation qui dispose lui la « liberté pédagogique » dans le cadre des programmes.

Cette offensive managériale s'accompagne du glissement lent des missions d'un certain nombre de personnels enseignant·es vers du management sans autorité hiérarchique directe (RASED, UPE2A, ULIS...) et du transfert complet de postes vers du management ou de l'administratif. Dans le 76 par exemple, 17 postes d'enseignants ont été transférés cette année vers des postes de coordinateurs PASS.

Elle repose également sur le développement d'un coûteux appareil de contrôle numérique aussi pléthorique que chronophage dont les évaluations nationales constituent l'élément le plus visible.

Des millions d'heures de travail utiles aux élèves sont ainsi transférées vers l'alimentation de cette monstrueuse usine à cases, nous conduisant à devenir nous-même les acteurs du démantèlement des statuts et du service. Que ce soit pour les directeurs et directrices ou le reste des collègues, ce glissement affecte profondément le sens de nos missions.

Toutes cette ingénierie managériale vise à détruire les collectifs de travail, à substituer dans tous les domaines le contrat à la loi, et, au final, à préparer le terrain à la marchandisation du service. Après la mise en échec par la FSU-Snuipp du transfert aux directions de la responsabilité du remplacement dans le cadre du référentiel, les déclarations de plusieurs candidat·es à l'élection présidentielle évoquant directement le transfert du recrutement des enseignant·es illustrent l'urgence de construire une réaction collective.

Vincent ALES, Le Havre.

Lycée Prévert de Pont-Audemer : ingérence du RN, nous ne laisserons pas faire !

Ci-dessous, une prise de position des sections syndicales SNES-FSU, SNFOLC et SE-UNSA du lycée Jacques Prévert de Pont-Audemer en réaction aux attaques du député du Rassemblement National de la circonscription au sujet d'une exposition consacrée aux migrants.



Kévin Mauvieux a jugé opportun de s'indigner via les réseaux sociaux de la présence au lycée Jacques Prévert d'une exposition de huit panneaux sur l'immigration. Cette exposition, nourrie de faits, de statistiques, d'analyses, s'inscrit dans les missions qui sont les nôtres : informer, former à la citoyenneté, éclairer les consciences, débattre en partant de la réalité et non pas des fantasmes et préjugés à l'encontre des migrants que répand, avec d'autres, le Rassemblement National.

Une exposition dont la lecture aurait grandement profité à Monsieur Mauvieux, lequel réduit un travail d'information et de réflexion à une vulgaire « publicité pour l'immigration ».

Depuis plusieurs années, l'extrême-droite multiplie les remises en cause du travail des enseignants en ciblant dans les écoles, collèges et lycées les projets et les éléments de programme qui ne correspondent pas à sa vision simpliste, paresseuse, et déshumanisante du monde, en particulier quand il s'agit de combattre le racisme, le sexisme, les LGBTQIphobies, ou d'aborder les enjeux autour de l'écologie et des droits de l'homme.

Nous invitons donc Monsieur Mauvieux à cesser de s'ingérer dans notre travail, et à se trouver des préoccupations plus saines. Par exemple, plutôt que de s'émouvoir de l'attribution d'une subvention de 2200 euros à l'association d'aide aux migrants ANDA qui aurait permis – selon lui – de financer cette exposition, nous lui suggérons plutôt de s'intéresser aux millions d'euros d'argent public détournés par son parti, délit pour lequel le RN a été condamné à deux reprises.

Les sections SNES-FSU, SNFOLC et SE-UNSA du lycée Jacques Prévert de Pont-Audemer, le 31 août 2026

ABONNEZ-VOUS !

L'École Émancipée, c'est aussi une revue syndicale et pédagogique paraissant depuis 1910.

